



La politique des soins de santé pour les personnes âgées est le défi pour la prochaine législature

2014 /5
15 | 04 | 2014



COMMUNAUTÉ



PROSPÉRITÉ



PROTECTION

Itinera plaide pour un changement de réflexion dans le cadre du débat sur les soins aux personnes âgées, et fait des séniors une plaque tournante dans le paysage des soins de santé.

Le transfert aux régions de la compétence “soins de santé pour les personnes âgées” offre une opportunité importante. La prochaine législature déterminera le modèle social de notre collectivité vieillissante. Dans son rapport “L’opportunité historique de la réforme de l’état pour améliorer les soins aux personnes âgées”, Itinera dresse l’inventaire des principales priorités dans ce domaine et veut de la sorte jouer un rôle proactif dans le débat sur les soins de santé pour les séniors. Itinera plaide pour un changement de réflexion dans le cadre du débat sur les soins aux personnes âgées et pour une politique qui vise à augmenter l’autonomie des séniors. L’attribution d’un budget de soins personnel au séniors en fonction de ses revenus et de ses besoins en matière de soins, où l’autonomie de choix réside auprès du séniors, contribue à créer un modèle de soins piloté par la demande. Itinera invite les pouvoirs publics à mettre en place un paysage transparent, ouvert et honnête, et à prendre des initiatives pour garantir une disponibilité suffisante et constante de personnel de soins. Il faut un débat sur le financement des soins de santé. Itinera plaide pour un système combinant une solidarité plus intelligente où les pouvoirs publics ne doivent pas faire plus pour chacun, mais donner à chacun les moyens de faire plus pour lui-même.

Une politique en matière de soins aux séniors qui vise une autonomie maximale des personnes âgées

Itinera plaide pour des soins qui émancipent la personne âgée plutôt qu'ils ne la rendent dépendante, qui s'articulent autour de la personne âgée en tant qu'individu et qui la soutiennent pour qu'elle puisse rester autonome le plus longtemps possible. Le monde politique doit miser dans ce contexte sur la création des conditions nécessaires pour permettre cette 'responsabilisation'. Une politique régionale forte en faveur des personnes âgées, une augmentation des investissements dans la prévention (au-delà de la proportion actuelle de 0,9%), la création de réseaux de services de soins et de logements, l'inventaire des besoins en matière de soins de santé via un enregistrement centralisé de l'offre et des besoins locaux, le renforcement des soins à domicile avec des équipes multidisciplinaires locales, la stimulation du marché de la rénovation pour l'adaptation de logements aux besoins physiques du vieillissement, l'inventaire par les administrations locales des environnements adaptés aux aînés,

Les personnes âgées responsables de leur budget personnel de soins

Le financement des soins aux personnes âgées doit évoluer d'un système orienté sur les institutions vers un système orienté sur l'individu, ce qui permettrait de passer d'un système de soins piloté par l'offre à un système de soins piloté par le besoin. Le séniors se verrait attribuer un budget personnel, en fonction de ses revenus et des soins dont il a besoin. Les utilisateurs deviennent ainsi la force motrice du secteur des soins aux personnes âgées. Donner aux séniors la possibilité de choisir amènerait les fournisseurs à proposer une offre de qualité élevée et abordable, attractive pour les personnes en besoin de soins. Une concurrence saine et basée sur la création de valeur peut ainsi être mise en place entre les acteurs du secteur. L'attribution d'un budget personnel fait en sorte que les soins parviennent jusqu'à la personne âgée, et ce n'est plus la personne âgée qui est envoyée vers les soins. Un modèle de soins piloté par la demande génère les bons stimuli pour la mise en place d'une offre adaptée à la demande, qui tient donc compte des attentes et des besoins des utilisateurs.

Un paysage de soins transparent, ouvert et honnête comme terrain d'action pour les fournisseurs de soins

Actuellement, les subventions et la réglementation ne sont pas uniformes pour tous les fournisseurs de soins, de sorte qu'une concurrence loyale, aux mêmes conditions, n'est pas possible entre les différents types d'acteurs.

Itinera considère que la tâche des pouvoirs publics doit glisser d'une régulation sur le plan des critères structurels (par ex. fixation des prix, normes de personnel,...), vers la création de règles du jeu égales pour tous les types de fournisseurs de soins, et vers un contrôle fondé sur des critères de qualité (par ex. nombre de chutes, nombre d'admissions à l'hôpital, ...). Le fournisseur de soins pourra alors réagir de manière plus flexible pour augmenter la qualité des soins. Les conditions suivantes sont notamment nécessaires : des pouvoirs publics qui interfèrent et régulent de manière moins directe, une transparence maximale sur le plan de la qualité de l'offre, un environnement stable qui reconnaît l'entrepreneuriat en tant que partenaire essentiel, un stop à la diabolisation du bénéfice, une gestion financière transparente du côté des fournisseurs soins notamment par l'identification et le traçage des subventions accordées aux soins de santé, la réduction progressive de l'inégalité des subventions entre les différents acteurs du secteur des soins, la suppression des subventions d'infrastructures (VIPA), le développement d'un statut identique pour le personnel des différents types d'acteurs du secteur des soins de santé, ...

Prendre des initiatives pour attirer et conserver suffisamment de personnel de soins de santé

On s'attend au sein de l'UE à devoir faire face d'ici 2020 à un manque de 1 à 2 millions de professionnels des soins de santé, notamment en raison de la hausse des besoins en matière de soins de santé. Des prévisions récentes réalisées pour la Flandre font état pour les 45 prochaines années d'une augmentation de la demande de personnel de 43% dans les hôpitaux, de 177% dans les résidences-services et d'environ 100% dans les soins à domicile. Cela représente donc une demande de 44.000 collaborateurs supplémentaires d'ici 2020, et 441.000 d'ici 2060. Cela signifie que des initiatives seront nécessaires pour trouver des candidats pour ces postes et maintenir l'effectif existant. Itinera plaide pour un débat en profondeur sur les prestations de services des métiers de santé, une réforme des normes de personnel et de la réglementation pour permettre plus de flexibilité et de différenciation des tâches, un recrutement international, un investissement flexible dans divers types d'équipements, une plus grande liberté de choix et un plus grand contrôle de la situation de travail individuelle des prestataires de soins, un système de récompense liée aux compétences, l'utilisation de meilleurs instruments de classification pour définir l'ampleur des soins nécessaires,

Vers des soins aux personnes âgées abordables, par la concurrence et une solidarité intelligente

La moyenne de 15 à 20 ans que les 65+ peuvent encore vivre en bonne santé doit être considérée comme un continuum, une courbe qui, d'axée sur le bien-être, va progressivement être plus axée sur les soins de santé. Nous ne serons pas servis par un modèle de financement global et uniforme où chaque individu est prisonnier d'un cadre standardisé. Il faut de la diversité et de la concurrence. Nous plaidons pour un système de solidarité intelligente où ce n'est pas le pouvoir qui doit faire plus pour chacun, mais où chacun doit être en mesure de faire plus pour lui-même. L'abordabilité des soins doit avant tout être garantie pour les groupes cibles les plus vulnérables. Il faut en outre développer un système qui permet à tout un chacun de prendre sa propre responsabilité sans trop de risques et de sécuriser ses vieux jours. Cela se fait avec des règles du jeu ouvertes et identiques pour tous, où les assureurs-santé sont libres de composer eux-mêmes leur propre package. Ils doivent prouver, en toute concurrence, qu'ils représentent le meilleur choix pour une couverture de qualité et abordable. Des investissements privés doivent être fiscalement encouragés. Les épargnes et autres assurances complémentaires reçoivent ainsi une plus grande part dans le package total. Tout ceci est combiné avec une régulation ciblée pour prévenir les risques de sélection. Cela donnera un ballon d'oxygène au biotope de croissance économique du vieillissement.

Lisez le rapport sur www.itinerainstitute.org

Pour plus d'informations, contactez **Svin Deneckere** (senior fellow) : 0475 73 58 95.

Pour des informations détaillées, vous pouvez consulter l'étude sur www.itinerainstitute.org

Pour de plus amples informations, merci de contacter **Svin Deneckere**X